

Paris, le 30 décembre 1886. dodis.ch/42285

Légation de Suisse
en
France.

1886.

Confidentielle.

Monsieur le Président,

Hier matin, j'ai eu l'honneur de recevoir votre office chiffré, sans date, relatif à l'entretien que vous avez eu la veille de Noël avec le Ministre d'Allemagne M. de Bülow.

Vous avez pu voir par les rapports que j'ai eu l'honneur de vous adresser en date des 22 et 24 de ce mois, combien étaient pacifiques le langage du nouveau Ministre des Affaires étrangères d'une part et les impressions de l'Ambassade d'Angleterre de l'autre.

Monsieur
Monsieur Deucher
Président de la Confédération,
à Berne.

Dodis



En raison de la nature des communications de M. de Bülow, j'ai cru de mon devoir de vous rendre compte avec détails de quelques entretiens que j'ai eus dans les derniers jours, bien que le sens de ces divers entretiens soit à peu près le même, en sorte que le présent rapport contiendra forcément un certain nombre de répétitions.

I

La veille de Noël, j'ai eu vers neuf heures du soir la visite de mon vieil ami Bellmann, Ministre d'Italie, qui est resté jusqu'à minuit à causer au coin du feu; M. Bellmann a la passion de la politique; avant vingt ans il s'était rendu de son lieu de naissance (Trieste) pour faire ses études en Italie

et se faisait condamner à mort par les Autrichiens en 1848; il eut l'habileté de se cacher à Vienne où personne ne songeait à le chercher; depuis cette époque, M. Ressenmann a consacré sa haute intelligence à la politique internationale et je pense qu'aucun de mes collègues à Paris ne s'y consacre avec plus d'intensité que lui.

M. Ressenmann reconnaît bien qu'il y a une certaine détente dans les relations russo-allemandes, mais il ne croit pas à une réconciliation profonde et durable entre Berlin et S^t-Petersbourg. Voici ses motifs:

L'empereur de Russie est un homme violent et borné. Il puise ses informations dans un cercle de courtisans,

assez restreint et assez peu éclairé.
Il subit des influences sur lesquelles
personne au monde ne peut exercer le
moindre contrôle; de ce nombre, sont
surtout les rapports de la police secrète.
Au début de son règne, Alexandre III
pouvait donner une constitution à la
Russie; il ne l'a pas fait; il se trouve
et il se trouvera probablement toute sa
vie en présence de ce dilemme: liberté à
l'intérieur ou gloire militaire à trouver à
l'extérieur. — Ajoutez à ces hésitations, les
impressions ou, pour parler plus clairement,
les hallucinations qui hantent le cerveau
d'un homme dont presque tous les ancêtres
sont morts ailleurs que dans leur lit, et
les craintes journalières de cet homme pour
sa propre vie, et vous comprendrez l'influence

que peut avoir sur les résolutions de cet
 homme un rapport de police secrète
 dont les auteurs sont inconnus de
 l'Europe et dans lequel on lui représentera
 le mouvement panlaviste comme tellement
 puissant qu'une diversion à l'extérieur
 est indispensable. Ce jour-là, nous aurons
 la guerre ou, tout au moins, une guerre.
 Quand? nul ne le sait. L'autocrate de
 toutes les Russies est un colosse aux
 pieds d'argile dont les résolutions dépendent
 de facteurs sur lesquels l'Europe n'a
 presque pas d'action; la paix européenne
 dépend de ces résolutions et cela non pas
 aujourd'hui seulement mais pendant des
 années peut-être: il y a là une fatalité
 qui pèse sur tous les Etats, grands et
 petits.

Un second point qui empêche M. Reumann d'avoir confiance, c'est que la prétendue détente dans les relations russo-allemandes n'a pas encore produit ses fruits dans les relations de la Russie avec l'Autriche. Il est certain que l'Allemagne n'abandonne pas l'Autriche; il n'est pas douteux non plus que la candidature du prince de Saxe-Cobourg au trône de Bulgarie, sans être appuyée par l'Autriche, même officieusement, serait agréable au Cabinet de Vienne. Qu'a fait le tsar? Tout récemment, c'est-à-dire depuis le prétendu rapprochement russo-allemand, il a fait signifier directement au Prince de Cobourg qu'il maintenait la candidature du Mingrélien, alors qu'on sait pertinemment à Pétersbourg

que ni l'Autriche ni l'Angleterre n'en veulent.

M. le Ministre d'Italie voit aussi d'une façon générale dans les armements excessifs de tous les Etats une cause de guerre à assez brève échéance. L'Ambassadeur italien à Vienne, M. Nigra^(*) est venu récemment passer quelques jours à Paris et résumait la situation de l'Europe à cet égard dans l'apologue suivant: Il y avait à Lemberg un vieux Juif qui buvait tous les jours un petit verre de schnaps et le payait un sou; il vint à Vienne où le schnaps est plus cher

(*) voir les déclarations concordantes de M. Depé^t dans son rapport date de Vienne, le 4th déc.

et prit l'habitude de payer deux sous
 son petit verre journalier; de retour
 à Lemberg, le Juif se dit que puisse
 qu'il avait consacré chaque jour deux
 sous à se procurer de l'eau-de-vie, il
 pouvait maintenant s'accorder deux petits
 verres. Nouveau voyage à Vienne: le
 Juif paye quatre sous les deux verres
 de schnaps, et ainsi de suite. Au bout
 de cinq ou six voyages, le vieillard était
 mort tué par l'eau-de-vie. — On en est
 venu à se demander si la guerre n'est
 pas beaucoup meilleur marché que
 les armements. — Ajoutez à cela que tant
 qu'il y aura des monarchies, on verra
 naitre des guerres sans causes bien
 déterminées aussi souvent qu'il se produira
 chez les peuples un mécontentement général

une crise intense et prolongée, qui font craindre aux rois des révolutions; dans ces cas-là, qu'ont fait les rois du passé et que feront ceux de l'avenir? ils suivent le conseil de Machiavel et font tuer du monde.

M. de Bismarck, et c'est ici le noeud de la question, desire-t-il la guerre pour lui ou pour d'autres? Plus spécialement, desire-t-il renouveler la tentative de 1875 et marcher brusquement sur la France en laissant les choses s'aggraver en Orient de façon à occuper les autres Etats? La tentation est énorme, dit M. Reissmann. Il n'est pas douteux, selon lui, que si, au début de la guerre, les Allemands remportent une grande victoire, il se produira dans

les 24 heures à Paris une anarchie telle
que n'en ont pas eue les dernières années
du 18^e siècle. Tout comme inversement,
en cas de grande victoire des Français
au début de la guerre, il se produirait
dans toute la France une explosion de
chauvinisme qui décuplerait les forces
des troupes françaises. — M. Bismarck
n'hésite pas à penser que le chancelier
allemand ne veut pas prendre l'initiative
d'une guerre avec la France. Si telle eût
été son intention, il l'aurait réalisée
dans les diverses occasions qui se sont
offertes à lui depuis 1875 et notamment
en 1877 et 1878, alors que la Russie avait
tant de peine à se tirer d'affaire devant
Stona. Reste la question de savoir si
la France voudrait prendre l'initiative

de l'attaque. M. Bismarck n'hésite pas à affirmer que les Français désirent actuellement la paix plus que jamais et cela pour des motifs militaires, dans le sentiment de leur infériorité vis-à-vis de l'armée allemande, et pour des motifs politiques, dans le sentiment qu'une guerre, heureuse ou malheureuse, serait probablement la chute du régime républicain.

En résumé, M. le Ministre d'Italie conclut que ni l'Allemagne, ni la France ne prendront l'initiative d'une guerre, mais que le rapprochement russo-allemand n'est pas aussi solide qu'on le représente volontiers et que la situation austro-russe reste tendue.

Il estime enfin que l'état de
 paix armée s'impose à l'Europe pour
 des années à cause de la situation
 spéciale de l'Empereur Alexandre III.

II

L'Ambassadeur d'Autriche, le
 comte Hoyos, avec lequel j'ai
 soir d'une visite chez M. Florens, considère,
 ainsi que le faisait et y a quelques jours
 son collègue (voir rapport du 24 décembre),
 la situation comme considérablement
 étendue, en général et entre Berlin et
 Pétersbourg en particulier. Quant aux
 affaires bulgares, depuis le rappel de
 Kaulbars, la Russie a fait savoir à
 Vienne dans les termes les plus explicites
 qu'elle n'occuperait pas la Bulgarie

et qu'elle entendait rester dans les termes
du Traité de Berlin. On n'a donc plus
en Autriche de crainte de guerre et, à
moins d'incidents toujours possibles, on
ne doute plus qu'avec du bon vouloir et
des concessions qu'on est disposé à faire,
on ne puisse arriver, dans un temps
plus ou moins long, à une solution
acceptable, même par les Hongrois. Quant
aux relations franco-allemandes, le comte
Hoyos pense qu'on cherchera de Berlin,
comme on l'a déjà fait, à inspirer aux
Français, "une crainte salutaire"; cette
crainte existe déjà à un haut degré à
Paris et ce serait folie pure que de
croire des Français désireux de prendre
l'initiative d'une guerre offensive contre

l'Allemagne. Attribuer d'autre part à M. de Bismarck la pensée de se jeter sur la France, ce serait méconnaître le sens même du caractère allemand et de la politique allemande depuis dix ans. Nous marchons vers des temps meilleurs et les plus gros nuages sont certainement derrière nous.

III

À la réception du Ministre des Affaires étrangères hier après-midi, nous devions signer, M. Florens et moi, la déclaration retardant jusqu'au 30 avril le délai d'échange des ratifications de la Convention sur l'alcool; le fonctionnaire chargé de préparer le document n'ayant pas terminé son travail, en sorte que.

M. Florens m'a entretenu pendant une
bonne demi-heure de la situation
générale.

« Vous savez, a dit le ministre, combien
« pacifiques sont nos intentions et j'ai
« tenu à le déclarer à vos collègues comme
« à vous dès ma première réception.
« Ce qui contribuera plus que tout autre
« facteur à détendre la situation européenne,
« c'est la chute à mon avis imminente
« du Ministère Salisbury; c'est lui qui
« a soufflé partout sur le feu en
« Europe depuis une année et c'est la
« main que nous avons constamment
« trouvée à Philipopolis, à Sofia, à Vienne
« et à Rome; avec le successeur de
« lord Salisbury, nous espérons dénouer

moins difficilement la question égyptienne pour le règlement de laquelle nous n'avons pas trouvé l'Allemagne en travers de notre chemin. Ceci m'amène à parler des relations franco-allemandes. On les a représentées dans une partie de la presse française et aussi à l'étranger, chez vous peut-être, comme tendues. Je viens de vous dire que dans les affaires égyptiennes nous n'avons pas rencontré l'hostilité de l'Allemagne, c'est déjà quelque chose. On a représenté M. de Bismarck comme disposé à se jeter sur la France, comme on prétend qu'il a voulu le faire en 1875; nous savons parfaitement que l'Allemagne a augmenté d'une façon considérable, inquiétante, ses garnisons à notre frontière.

« Nous savons que l'Allemagne se livre
« à des achats de toutes espèces et à des
« préparatifs importants, comme si elle
« devait avoir à faire une grande
« guerre au printemps prochain. Mais la
« situation n'est plus la situation de
« 1875 et nous n'avons pas à redouter
« une attaque. Nous avons l'impression
« que les préparatifs de l'Allemagne
« ont un but défensif et nous ne cachons
« pas que nous prenons nous-mêmes
« les mesures nécessaires pour être en
« situation de nous défendre avec la
« dernière énergie. Quant à attaquer, nous,
« grands dieux! nous avons bien d'autres
« choses à faire et l'Europe peut être
« bien rassurée à cet égard. — En

résumé, il n'y a rien à craindre entre
 l'Allemagne et la France dont les
 relations sont aussi satisfaisantes
 que possible; nous en avons eu la
 preuve toute récente dans la courtoisie
 extrême avec laquelle le Ministère
 des Affaires étrangères de Berlin a
 annoncé à notre Ambassadeur l'élargissement
 de M. Petellier, cet officier français arrêté
 à Karlsruhe sous prévention d'espionnage.
 Quant aux affaires d'orient, nous espérons
 surtout une détente de la chute du cabinet
 conservateur britannique.

Le ton significatif avec lequel
 M. de Burens a insisté sur ce point que
 la situation franco-allemande n'était
 plus la même qu'en 1875 m'engage à

pour la question de savoir s'il
 n'existerait pas une alliance défensive
 franco-russe, ou quelque combinaison
 analogue. Les personnes très autorisées
 desquelles j'ai appris que M. de Freycinet
 avait décliné l'alliance franco-russe,
 ont toujours parlé plutôt d'une alliance
offensive. Les deux choses ne s'excluent pas.
 Je me borne à signaler cette impression à
 votre examen.

IV

Je n'ai pas besoin de vous dire
 que vis-à-vis d'aucun des interlocuteurs
 dont je viens de rapporter les paroles,
 je n'ai fait la plus petite allusion
 au contenu de votre communication chiffrée.

Je n'en a pas été de même vis-à-vis
 du Comte de Münster, Ambassadeur
 d'Allemagne que j'ai été voir ce après-midi
 et qui a bien voulu me recevoir, quoiqu'il
 fut toujours souffrant et obligé de porter
 le bras en écharpe. Mes relations avec lui
 sont suffisantes pour que j'ai eu pouvoir
 lui demander l'engagement personnel
 absolu de ne communiquer à qui que ce
 soit, notamment pas à son Gouvernement,
 notre entretien. J'ai alors entretenu le Comte
 de Münster des communications qui vous
 avaient été faites à titre privé par M. de
 Bülow.

L'Ambassadeur d'Allemagne m'a
 donné l'explication détaillée, avec noms à
 l'appui, de tout l'incident. Mais j'ai dû
 prendre de mon côté l'engagement de ne

vous transmettre ces détails qui pourraient
 être désagréables à des personnes de
 l'entourage immédiat de l'Empereur
 Guillaume et à M. de Bülow lui-même,
 toutes personnes avec lesquelles le Comte de
 Münster entretient les relations les plus amicales.
 Tout ce que je me sens autorisé à dire, à
 titre rigoureusement secret, c'est que l'état
 d'esprit que M. de Bülow vous a
 signalé a existé dans l'entourage de
 l'Empereur il y a plusieurs semaines, à
 la suite de rapports verbaux d'un officier
 très distingué qui a occupé et occupe encore
 à l'étranger des situations qui lui
 donnent une réelle influence sur la
 politique militaire extérieure de l'Allemagne.
 Depuis cette époque, cet état
 d'esprit ("Stimmung") a disparu et le

Comte de Münster ne m'a nullement caché que dans tous les derniers rapports à son Gouvernement il avait affirmé sa conviction absolue que la France ne prendrait pas l'initiative d'une attaque contre l'Allemagne: 1^o pour des motifs militaires; les renseignements de l'Ambassade allemande à Paris concordent tous à représenter les officiers ^{général} français comme à peu près unanimes à considérer une guerre contre l'Allemagne comme devant être désastreuse pour les Français; en outre, un général français a dit récemment et ce propos est revenu aux oreilles du Comte de Münster, qu'en cas de guerre 40 à 50 000 réservistes ne répondraient pas à l'appel, tant les paysans français redoutent la guerre; 2^o pour des motifs politiques - les républicains français sentent tous qu'ils

n'ont pas la cohésion suffisante pour
 mener à bien une grande guerre et que,
 quelle qu'en soit l'issue, la République
 est très compromise. ~~Par~~ l'anarchie en
 cas de défaite et par un dictateur
 en cas de victoire. Même M. Clemenceau
 déclare à ses amis, surveillé de près
 par l'Ambassade d'Allemagne, que
 "si Boulanger voulait la guerre, on
 le rejetterait comme une pomme de terre
 trop cuite"; 3° que le Général Boulanger
 n'est pas l'homme dangereux qu'on
 s'est trop souvent représenté à Berlin;
 il tient à son poste, non pas pour faire
 la guerre, mais parce que c'est la première
 situation de France au point de vue
 des petits profits du métier; on avoue
 dans l'entourage du général Boulanger

que sur les 360 millions de crédits militaires extraordinaires qu'il est question de demander, l'Etat ne recorra qu'à plus de 300 millions, le reste devant passer en frais divers. Le général Boulanger est un "braque" et ne sera jamais ni un Molke ni un Frédéric II.

À la suite des rapports réitérés au Comte de Münster sur l'attitude résolument pacifique de la France, celui-ci a reçu de Berlin l'avis officiel et écrit que l'Allemagne ne songerait pas à prendre les devants et à prévenir une attaque.

Le Comte Münster a ajouté que tous ses collègues les Ambassadeurs des grandes puissances étaient unanimes

à reconnaître que la France ne voulait
pas la guerre et ne prendrait pas
l'initiative d'une attaque contre l'Allemagne.
Le comte Münster m'a autorisé à vous
transmettre cette affirmation de sa
part.

Vous avez remarqué, Monsieur le
Président, que dès le lendemain de votre
entretien avec M. Bülow, les journaux
parisiens publiaient, en en altérant le sens,
le résumé de votre conversation avec le
Ministre d'Allemagne à Berne. Il est
possible que l'on ait à Berlin tenu à
faire peur aux Français par votre
entremise et que les communications à la

presse viennent de source allemande.
Quoiqu'il en soit, j'ose faire directement
appel à vous, Monsieur le Président,
pour que le contenu du présent rapport
et en particulier le résumé de mon
entretien avec le comte Münster demeure
rigoureusement secret.

Il y a quelques mois, le
Président de la République avait
bien voulu m'inviter à assister dans
sa tribune aux courses de Longchamp.
J'étais monté un instant sur une sorte
de tour qui surmonte la tribune présidentielle
et, sur la plate-forme, je me trouvais seul
avec M. Goblet, alors Ministre de l'Instruction
publique et aujourd'hui Président du Conseil.
M. Goblet me questionna sur le cercle
d'activité de la Légation de Suisse à Paris

et comme je n'aime pas à poser pour
 faire de la haute politique, j'insistai
 surtout sur le côté commercial et consulaire
 de nos travaux. M. Goblet me demanda
 alors à brûle-pourpoint: "Considérez-vous
 " comme nécessaire que nous entretenions
 " à Berne un Ambassadeur? On nous
 " dit pour justifier le rang de cet agent
 " qu'étant bien avec tout le monde,
 " vous savez beaucoup de choses et
 " qu'on peut suivre sans trop de peine
 " chez vous le fil de nombre d'intrigues
 " sur lesquelles on n'apprend rien
 " dans les pays où les membres du
 " Gouvernement sont plus boutonnés que
 " chez vous." Cet incident est significatif.
 Permettez-moi de rappeler aussi ce

est arrivé à M. Doubs le 14 juillet 1870
à la suite de conversations avec le Général
de Roeder naïvement rapportées à l'Ambassadeur
de France M. de Comminges-Quintaut (voir
Rothan. L'Allemagne et l'Italie en 1870-1871
tome I p. 17). Je n'oublierai jamais la séance
du Corps législatif le 15 juillet 1870; la Gauche
républicaine demandait à connaître l'affront
fait à l'Ambassadeur de France par le
Roi de Prusse; je vis alors M. Emile Allouier
sortir de son portefeuille une dépêche bleue
et lire les mots suivants: "le Président vient
de me dire....." Alors le duc de Grammont s'écria:
"Ne lisez pas, ne faites pas ces gens les juges
d'une question d'honneur". L'incident n'a pas été
publié au Journal officiel, mais vous le trouverez
aux dernières nouvelles du Temps du même jour.
Veuillez excuser, Monsieur le Président,

ces deux anecdotes que j'ose rappeler dans le sentiment de la responsabilité énorme qui pèse sur nous tous dans les temps troublés, alors que nous ne pouvons pas connaître tous les dessous de la politique européenne et que nous pouvons ainsi nous trouver inconsciemment, par l'indiscrétion la plus inoffensive en apparence, mêlés à des incidents d'une réelle gravité.

Agriez, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Ministre de Suisse:
Darby

Je n'ai pas le temps de relire ce rapport, qui est confié aux bons soins de M. d'Ernst, de Berne.